

4 novembre 2025 |

Ecrit par le 4 novembre 2025

## Banque de France : les anticipations d'inflation des chefs d'entreprise se maintiennent à 3% à l'horizon 3-5 ans



L'enquête trimestrielle de la Banque de France sur les anticipations d'inflation a été menée du 28 novembre au 5 décembre. Au quatrième trimestre 2022, la médiane de l'inflation perçue par les chefs d'entreprise se situe à 6,5% soit un peu au-dessus de l'IPC mesuré par l'Insee pour novembre (6,2%). Leurs anticipations à un an s'établissent à 6% et celles à moyen terme - horizon 3 à 5 ans - sont nettement moins élevées à 3%.

Au quatrième trimestre 2022, les médianes de l'inflation perçue et celle anticipée à un an progressent, respectivement de 0,5 point de pourcentage (pp) et de 1 pp sur un trimestre. A moyen terme (3-5 ans) la médiane est stable depuis 3 trimestres. Les réponses prévoyant les taux d'inflation à 3-5 ans les plus élevées diminuent au quatrième trimestre.



Ecrit par le 4 novembre 2025

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022
Inflation perçue	3,5	5,0	6,0	6,5
Inflation anticipée à 1 an	4,0	5,0	5,0	6,0
Inflation anticipée à 3-5 ans	2,5	3,0	3,0	3,0

Taux annuel d'inflation perçu et anticipé par les entreprises (médiane en %). Evolution de la perception et des anticipations du taux annuel d'inflation (médianes en %). Distribution des anticipations d'inflation à 3-5 ans (%).

Alors que les chefs d'entreprise prévoient une progression des prix à la consommation de 6% au cours des 12 prochains mois, ils anticipent une croissance des salaires de base dans leur entreprise de 4% sur la même période. Cette anticipation est stable par rapport au trimestre précédent.

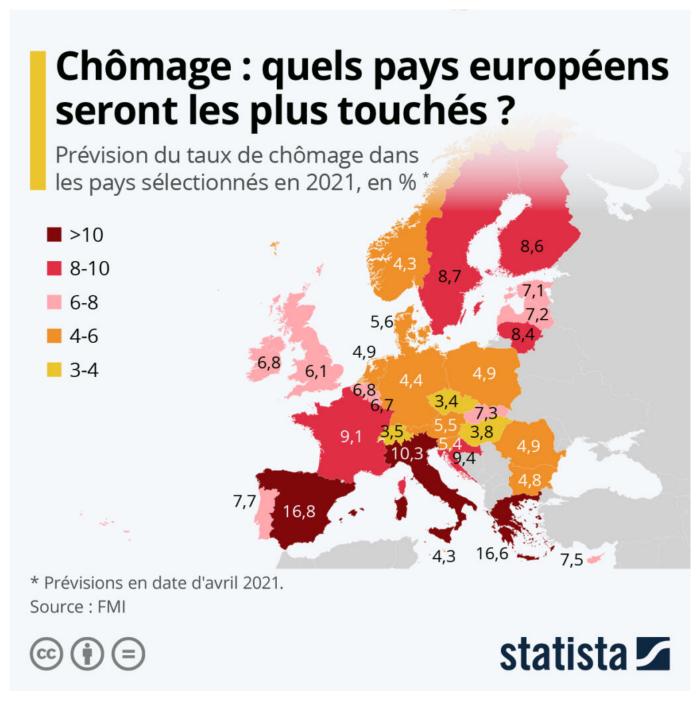
Evolution de l'anticipation à 1 an des salaires de base (médiane en %).

Enquête menée du 28 novembre au 5 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 700 chefs d'entreprise.

## Chômage : les pays européens qui seront les plus touchés en 2021



Ecrit par le 4 novembre 2025



La <u>pandémie de Covid-19</u> et les restrictions qui en découlent ont fortement impacté l'économie et de nombreux pays ont connu une <u>récession historique</u> en 2020. Les mesures mises en place par plusieurs États européens, comme les dispositifs de chômage partiel, ont permis de limiter les dégâts et d'éviter pour le moment un grand nombre de faillites et de licenciements. Mais alors que le niveau d'<u>endettement des entreprises</u> atteint actuellement des sommets, les pleines conséquences de la crise risquent de se



Ecrit par le 4 novembre 2025

faire sentir au cours de l'année 2021 comme l'estiment les experts.

D'après les <u>dernières prévisions</u> du FMI, le taux de chômage devrait augmenter cette année en France, pour atteindre 9,1 %, contre 8,2 % en 2020. D'autres pays européens devraient subir le même sort, puisqu'une hausse moyenne de près d'un point est attendue pour l'ensemble de la zone euro (de 7,9 % à 8,7 %). Déjà affectée par le <u>chômage avant la crise</u>, c'est l'Europe du Sud qui sera la plus touchée en 2021 : plus de 16 % de chômage sont prévus en Grèce et en Espagne, et plus de 10 % en Italie. Au nord du continent, la Suède et la Finlande devraient elles aussi faire partie des plus affectés avec des taux approchant 9 %.

Sur le même sujet : retrouvez notre état des lieux du <u>chômage en Europe avant la crise</u> (T4 2019).

•

Tristan Gaudiaut pour Statista